

75 techniques de fraudes dévoilées par l'opposition au Burundi

PANA, 02/10/2009 Bujumbura, Burundi - Le Conseil national pour la défense de la démocratie (CNDD, opposition radicale) a dévoilé, vendredi, une longue liste de 75 techniques de fraudes électorales couramment utilisées et dont certaines seraient déjà mises en oeuvre, à quelques mois des consultations populaires de 2010 au Burundi. Selon le leader du CNDD, Léonard Nyangoma, un vieux routier de la politique burundaise, la tricherie a commencé par l'élaboration d'un code électoral "non consensuel". L'article 3 du nouveau code a été la cible principale des critiques de l'opposant qui animait une conférence de presse sur les "techniques de fraudes électorales et les faiblesses des instruments juridiques des élections générales de 2010".

L'article incriminé stipule que le "mandat, l'organisation, le fonctionnement et le financement de la Commission électorale nationale indépendante (CENI) sont dictés par décret présidentiel", a rappelé l'orateur avant de dire qu'il aurait été prouvable que ces dispositions soient dictées par la seule loi électorale. La multiplication des tournées présidentielles et ministérielles à l'intérieur du pays, agrémentées de dons en nature et en argent, participeraient d'une campagne électorale précoce à peine déguisée, a-t-il encore étayé dans ses accusations. "Nous sommes en train de former nos militants à la détection et la dénonciation de toutes ces tentatives de fraudes", a fait savoir ce rescapé du coup d'Etat sanglant de 1993 qui a emporté une dizaine de ses compagnons de lutte politique, dont l'ancien président démocratiquement élu, Melchior Ndadaye. Le chef de l'Etat burundais, Pierre Nkurunziza, est connu pour ses contacts directs avec les populations et vient de terminer un congé d'un mois fort studieux à l'intérieur du pays où il a affirmé avoir rendu visite à plus de 500 associations de développement communautaire ou encore inspecté une cinquantaine de chantiers d'écoles et centres de Santé. Quant aux prochaines échéances, le président s'est engagé à maintes reprises ces derniers temps à faciliter l'organisation d'élections meilleures que celles qu'a déjà connues le Burundi.